



Communiqué unitaire

Grèce : Non à la répression des militant-es anti-austérité Relaxe immédiate

Le mercredi 15 juillet le parlement adopte un troisième mémorandum qui impose de nouvelles mesures austéritaires au peuple et aux travailleuses et travailleurs grecs. Au même moment le principal syndicat de la fonction publique (ADEDY) exige : « l'abolition du mémorandum » et « l'annulation de la dette ».

Ce soir là, 15 000 personnes manifestent contre le vote au parlement. La manifestation est dispersée violemment par la police « anti-émeute » au niveau de la place Syntagma.

Le 22 juillet 14 militant-es anti-austérité passent devant les tribunaux et risquent de la prison ferme.

Parmi ces 14 militant-es deux sont des syndicalistes, l'un éducateur et l'autre est secrétaire du syndicat des employés de librairie d'Athènes. Ils risquent 3 mois de prison ferme et 3 ans avec sursis. Ils sont accusés d'atteinte à la propriété privée, trouble à l'ordre public, insultes et tentative de violence contre les détenteurs de l'autorité.

Nous tenons à réaffirmer notre complète solidarité avec les manifestantes et manifestants qui se sont mobilisés à Athènes dans la suite du NON au référendum du 5 juillet en Grèce.

Nous exigeons au plus vite auprès des autorités grecques la relaxe immédiate des deux syndicalistes et de tous les interpellés.

Nous condamnons fermement l'usage de la violence de la part du gouvernement grec contre la jeunesse et les travailleuses et travailleurs qui s'opposent dans la rue à l'austérité.

Signataires : Antarsya France, CADTM, Attac, Effronté-e-s, Fondation Copernic, Organisation de Femmes Egalité, PCOF, Solidaires, Ensemble, NPA.